



NEWS DU RÉSEAU CCI

OIRA Restauration : retour sur le succès de l'action collective régionale

En 2016, les réseaux des conseillers tourisme et sécurité des CCI ont lancé une action de partenariat avec la CARSAT Midi-Pyrénées.

L'objectif ? Informer et accompagner les restaurateurs à la réalisation de leur évaluation des risques professionnels et à la mise en œuvre d'actions de prévention via l'outil OIRA Restauration.

Cet outil en ligne, développé par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, permet de réaliser de façon interactive l'évaluation des risques professionnels, via une connexion internet.

La cible ? Les restaurateurs de la région, une majorité de TPE, qui sont confrontés à une accidentologie importante (coupures, chutes, TMS, etc.).

Les résultats ?

- **13 ateliers de prise en main** de l'outil « OIRA restauration » ont été organisés sur la région ex-Midi-Pyrénées en 2016
- **93 restaurateurs ont participé à ces ateliers**, aidés par les conseillers CCI : une majorité d'entre eux ont réalisé leur document unique le jour même.

Le format des ateliers très court (1h30 à 2h00), la réalisation de l'évaluation des risques en séance, la prise en main aisée de cet outil sectoriel ont été autant de facteurs qui ont contribué à la réussite de ce dispositif.

Pour 2017, l'action se poursuit et une dizaine de nouveaux ateliers devraient être organisés par les conseillers CCI.

En savoir plus : **Elodie FLEURAT – LESSARD** elodie.fleurat@lot.cci.fr
Conseillère environnement, sécurité et énergie à la CCI DU LOT



Légende des pictogrammes thématiques


Sécurité



Environnement



Qualité



Energie



Développement Durable



ACTUALITÉS RÉGIONALES



Les PhyToilet, l'écoresponsabilité made in Aveyron

La phytoépuration dégrade les liquides tandis que le lombricompostage traite les matières solides. C'est le concept des « PhyToilet », protégé par un brevet, et unique au monde. Plus besoin de réseaux, ces toilettes proposent une parfaite autonomie en ressources et un traitement direct de la totalité des effluents recueillis. Le résultat est sans appel : aucun déchet, aucun polluant.

Le Trône est une SARL aveyronnaise de 4 personnes, créée en 2014. Elle affiche un CA de 60 000 euros en 2016. Elle développe ses produits avec cinq entreprises aveyronnaises : un architecte, un menuisier, un spécialiste du photovoltaïque, et deux bureaux d'étude (phyto-épuration et mécanique). La société a deux activités : commercialisation de solutions d'assainissement écologique pour toilettes et location de toilettes sèches pour l'événementiel (sportif, culturel). Près de 120 événements en 3 ans ont été ainsi équipés.

<http://le-trone.com/>

Trophées de l'Eau Adour Garonne : tous aqua-citoyens !

L'agence de l'eau Adour-Garonne lance la 7^{ème} édition des Trophées de l'eau. Organisé tous les 2 ans sur le territoire du bassin hydrographique Adour-Garonne, ce concours est l'occasion de mettre sous les projecteurs un sujet à la fois universel et si peu connu : l'eau, avec cette année le thème de « l'aqua-citoyenneté ».

Il s'agit de produire des œuvres qui, tant sur le fond que sur la forme, interpellent, transmettent un message, soient percutantes et convaincantes. A la manière d'une campagne de communication publique, les œuvres produites devront s'adresser à tous les citoyens du bassin Adour-Garonne pour faire la promotion de l'aqua-citoyenneté et ainsi mobiliser autour de la protection de l'eau. Les trophées seront attribués à des œuvres qui répondront à cette exigence : traiter du sujet et mobiliser.

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est le 15 mars 2017 et chaque lauréat se verra attribuer une récompense financière de 1 200 euros.

<http://tropheesdeleau2017.fr/>

Qualité de l'air : naissance d'Atmo Occitanie

Air LR et Oramip ont fusionné depuis le premier janvier 2017 pour devenir Atmo Occitanie. Objectifs : moderniser l'observatoire de la qualité de l'air en Occitanie et développer la conduite du changement.

[*Plus d'informations*](#)

Occitanie. Le marché du réemploi des pièces automobiles devrait décoller en 2017

Depuis dimanche, les garagistes sont obligés de proposer des pièces d'occasion à leurs clients. C'est une opportunité pour les spécialistes du recyclage automobile comme Careco qui ouvre Careco Express à Montpellier, lundi.

[*Plus d'informations*](#)



Ouverture d'une station de distribution de GNV à Tarbes

La société ECOWGAZ va ouvrir le 2 mai prochain une station de GNV dans la zone Parc des Pyrénées à Ibos (65). Les futurs consommateurs peuvent communiquer d'ores et déjà leurs besoins de consommations à la société. Dans un premier temps, le GNV distribué sera d'origine fossile puis très rapidement il devrait être remplacé par du BIOGNV produit dans le département.

Pour plus d'informations : <http://www.ecowgaz.com> ou Sophie VILLARD (06 70 71 28 87)

Retour sur les 1^{ères} Rencontres Régionales de l'Hydrogène en Occitanie

Le 10 novembre, la région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée a organisé les Rencontres Régionales sur l'Hydrogène à l'initiative de la Présidente de Région Carole Delga.

Près de 280 personnes, entreprises, laboratoires et collectivités, ont pu y découvrir la forte dynamique de la filière hydrogène, notamment en région, ainsi que les enjeux de l'hydrogène sur les thématiques différenciantes de la région : écosystèmes aéroportuaires, tourisme, bio-hydrogène et stockage/énergie renouvelable.

Les vice-présidentes de la Région, Agnès Langevine et Nadia Pellefigue, ont ouvert cette journée d'échange. Elles ont réaffirmé que la Région Occitanie souhaite être la première région européenne à Energie Positive. L'hydrogène en sera l'un des piliers majeurs. La Région souhaite accompagner le développement de cette filière porteuse d'emplois durables et locaux.

[Plus d'informations](#)

La Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte : une opportunité de croissance pour les entreprises, artisans, PME-PMI ... ?

L'Agence EDF Une rivière Un territoire organise un atelier le mercredi 22 février prochain, co-construit avec les acteurs institutionnels du département des Hautes-Pyrénées, dont la Chambre de Commerce et d'Industrie. L'objectif est de partager sur les enjeux de la loi TEPCV afin de bien appréhender les opportunités offertes, tant en termes de nouveaux marchés et donc de croissance pour les artisans du secteur du bâtiment qu'en termes de maîtrise des coûts énergétiques comme facteur de compétitivité pour les PME et PMI. Cette manifestation sera également l'occasion de percevoir au travers de plusieurs témoignages les perspectives de développement économique liées à l'économie circulaire.

Programme et inscriptions : www.atelier-innovation-edf.fr

Grand froid : les barrages aveyronnais à la rescousse

La Ministre de l'écologie affirme que le froid qui grelottait la France ne provoquera pas de rupture dans l'approvisionnement en électricité. C'est, en partie, grâce aux barrages hydroélectriques sur la Truyère et le Lot, mais aussi de la chaîne des Pyrénées, qu'elle peut faire tranquillement cette promesse.

[Plus d'informations](#)



Le recueil des statistiques 2015 des AT/MP en Midi-Pyrénées vient de paraître

Le département Prévention / Tarification des Risques Professionnels de la Carsat Midi-Pyrénées édite un recueil annuel des statistiques régionales des accidents du travail et des maladies professionnelles. Les chiffres publiés dans ce recueil correspondent aux accidents du travail et aux maladies professionnelles ayant donné lieu à un premier versement d'indemnité pendant l'année 2015. Ils sont élaborés à partir des données transmises par les CPAM et les entreprises et concernent les seuls salariés du régime général de Sécurité Sociale.

[Plus d'informations](#)



Diapason : retour sur l'expérimentation dans 8 entreprises industrielles en Midi-Pyrénées

La Directe, la Carsat, le réseau des CCI et l'Aract Occitanie (anciennement Midact) ont conduit ensemble une opération pilote à destination des PMI de Midi-Pyrénées baptisée Diapason.

Développée d'octobre 2014 à avril 2016, l'expérimentation Diapason menée sous la forme d'une action collective, a réuni des experts de disciplines différentes et éloignées pour mener ensemble des démarches visant une performance globale dans les 8 établissements sélectionnés.

[Plus d'informations sur l'expérimentation](#)

Quels sont les résultats obtenus, comment les consultants et les acteurs de l'entreprise ont-ils travaillé ensemble pour les obtenir et en quoi ces démarches pilotées par des binômes, par une double expertise sont-ils efficaces ?

Découvrez les enseignements et résultats de l'action Diapason à travers les témoignages filmés de 3 entreprises

[Visionnez les témoignages des entreprises](#)

Accompagnement des chefs d'entreprise en souffrance psychologique : lancement de l'association APESA 46

[Plus d'informations](#)

La santé et la sécurité des sapeurs-pompiers de Paris, assurées par une solution ALFATEA, entreprise millavoise

Editeur de progiciels dédiés à la santé et la sécurité au travail (SST), Alfatéa vient de remporter l'appel d'offres lancé par la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), pour acquérir un outil informatique de management intégré. En cours de déploiement sur l'ensemble du périmètre opérationnel de la BSPP (8500 sapeurs, 71 centres de secours), « HSE-TOOLS » d'Alfatéa est un progiciel leader dans le domaine de la SST. Implantée à Millau depuis sa création en 1995, l'entreprise VLI développe une offre complète de solutions intégrées, communicantes, sécurisées, interactives et temps réel. Outre la BSPP, Alfatéa compte déjà de nombreuses références prestigieuses : Alstom, Daucy, Faurécia, L'Oréal, Lacoste, Sciences-Po, Terréna, Véolia, ...

<http://www.alfatea.fr>

14^{ème} Semaine pour la qualité de vie au travail : du 9 au 13 octobre !

La Semaine pour la qualité de vie au travail (SQVT) est devenue un rendez-vous incontournable de la vie sociale française. Organisée par le réseau Anact-Aract depuis 2004 et déployée sur tout le territoire, elle vise à sensibiliser tous les acteurs du monde du travail.

Elle met en lumière les actions concrètes et la réflexion menées autour du développement de la qualité de vie au travail. Avec plus de 100 rencontres par an, cet événement contribue à l'évolution des représentations des acteurs sociaux sur le sujet.

Cette année, la Semaine pour la qualité de vie au travail se tiendra du 09 au 13 octobre 2017.

Transformateur numérique : participez au 2^{ème} appel à projets

Entreprises, vous souhaitez prototyper, accélérer ou finaliser des projets innovants et créatifs mettant la qualité de vie au travail au cœur de la transformation numérique ? Le Transformateur Numérique est fait pour vous !

[Plus d'informations](#)



Economie circulaire : succès pour la 1^{ère} bourse d'échanges inter-entreprises en Aveyron !



Le 13 décembre dernier s'est tenue la première bourse d'échanges inter-entreprises de Rodez Agglomération. Cette bourse, organisée en partenariat avec la CCI de l'Aveyron et les autres chambres consulaires, est une première du genre en France.

Le but était simple : mettre autour d'une table différents entreprises, artisans ou agriculteurs du territoire. Ces professionnels utilisent des ressources humaines, matérielles (matériaux, machines, locaux...) et produisent des déchets. Or, ces ressources peuvent faire l'objet d'échanges ou de mutualisations entre entreprises, et ainsi renforcer leur valeur économique.

L'entreprise Bosch a donc accueilli une vingtaine d'entreprises pour cette matinée d'échange.

Une matinée plutôt productive puisque 185 synergies ont vu le jour. Au-delà de ces synergies, ce sont aussi des problématiques de territoire qui ont émergé comme par exemple, le manque de place pour stocker du matériel, ou des solutions de traitement pour certains déchets spécifiques d'activités.

Le groupe projet suivra en 2017 les mises en relation issues de cette bourse d'échanges avec les entreprises concernées pour voir si les synergies émergentes ont pu aboutir.

Au vu des retours et du succès rencontré, une deuxième bourse sera organisée dans le courant de l'année 2017 sur un territoire voisin, toujours en Aveyron.



Toulouse métropole et EDF s'associent pour favoriser la transition numérique, énergétique et sociale

Lundi 16 janvier, Jean-Luc Moudenc, Président de Toulouse Métropole et Jean-Bernard Lévy, Président-Directeur Général d'EDF ont signé une convention pour une Métropole attractive, intelligente, durable et solidaire. Un partenariat d'intentions et de projets sur trois ans.

[*Plus d'informations*](#)



Certification EN9100 : Faites-vous accompagner et bénéficiez d'une aide financière !

La CCI Occitanie vient de lancer une opération d'accompagnement ciblée vers la certification qualité EN9100. Si vous êtes une entreprise de la supply chain Aéronautique, Spatial, Défense, vous êtes concernés par la certification EN9100/EN110/EN120 exigée par les donneurs d'ordres de ce marché. Que vous souhaitiez accéder à une première certification ou faire la transition de votre certification existante vers la version 2016, ce programme vous intéresse. Il vous permet de bénéficier d'un accompagnement et de recevoir une aide financière.

Nombre de places limité, soyez les premiers à vous inscrire !

[*Plus d'informations*](#)



FLASH-INFO



Environnement : ce qui change pour vous en 2017

[*Plus d'informations*](#)

Déchets : les chiffres clés - Edition 2016

[*Plus d'informations*](#)

Avec son obligation verte, la France veut peser sur la finance climat

[*Plus d'informations*](#)

Fiscalité environnementale : état des lieux

[*Plus d'informations*](#)

L'affichage environnemental, pour une consommation plus verte

[*Plus d'informations*](#)

Qui est prêt à payer davantage pour un produit vert ?

[*Plus d'informations*](#)

Quiz : testez vos connaissances sur l'environnement

[*Plus d'informations*](#)



Certificats d'économie d'énergie : 10 nouvelles opérations éligibles

[*Plus d'informations*](#)

Étude ADEME : coûts des énergies renouvelables en France

[*Plus d'informations*](#)

ADEME Mag : dossier « Hydrogène : un vecteur d'avenir pour les territoires »

[*Plus d'informations*](#)

Concept d'autoroute électrique : évaluation socioéconomique

[*Plus d'informations*](#)

Un nouveau label Effinergie se basant sur les ambitions de demain

[*Plus d'informations*](#)

ADEME : recueil d'initiatives territoriales de rénovation énergétique de l'habitat

[*Plus d'informations*](#)

Les risques de l'éclairage aux LED pointés par l'Inserm

[*Plus d'informations*](#)

Réseaux de chaleur bois : domaine de pertinence

[*Plus d'informations*](#)

ADEME - Fonds chaleur Biomasse : ne ratez pas le deadline du 31/01/2017 !

[*Plus d'informations*](#)



Guide de l'ensemble des aides financières simplifiées CARSAT 2017

[*Plus d'informations*](#)

SYSTERA : un nouvel outil pour évaluer les risques en agriculture et élaborer son Document Unique

[*Plus d'informations*](#)



6 sujets qui ont fait le durable en 2016

[*Plus d'informations*](#)

Eco Guide IT : « Comment choisir un équipement IT à moindre impact social ? »

[*Plus d'informations*](#)

La Fabrique21, pionnière du MOOC Bâtiment Durable

[*Plus d'informations*](#)

AGENDA

> Evénements du mois



10^{ème} semaine de l'eau

« L'eau, un bien commun au territoire »

Gestion de l'eau en entreprise : exemples de solutions et retours d'expériences

Judi 2 février 2017

Albi (81) - Lycée de Fonlabour

[*Plus d'infos*](#)



Formation Qualité

« Indicateurs et tableaux de bord »

Savoir faire parler les chiffres.

Mercredi 8 février 2017 (9h - 17h)

CCI Aveyron - Rodez, centre de formation

Contact : Nadine BRUEL (05 65 75 56 77 -

[*n.brue@aveyron.cci.fr*](mailto:n.brue@aveyron.cci.fr))



Réunion d'info « Dispositif ETV »

Pour les entreprises qui vendent des écotecnologies innovantes, ce dispositif propose la vérification de leurs performances affichées par un organisme reconnu et indépendant.

Mardi 7 février 2017 - 17h à 19h

ADEME Toulouse et Montpellier

[*Plus d'informations*](#)

Web-conférence APCC

« Le transport routier de marchandises peut-il être éco-responsable ? »

Mercredi 15 février 2017 - 11h à 12h

[*Plus d'informations*](#)


Conférence « Marchés de capacité : du changement sur votre facture d'électricité »

Mardi 21 février 2017 - 14h
CCI Occitanie - Site de Blagnac
Plus d'infos et inscription [en ligne](#)


**Atelier de l'innovation EDF
« Loi TEPCV : quelles opportunités de croissance pour les entreprises ? »**

Mercredi 22 février 18h, à la CCI Tarbes
Programme et inscriptions :
www.atelier-innovation-edf.fr

>> A venir

**Web-conférence APCC
« Comment favoriser un transport routier de marchandises éco-responsable et bas en Carbone ? »**

Mercredi 1^{er} mars 2017
[Plus d'informations](#)

**17-Vin du CeRCAD
« Démarches BDM et QDM Occitanie »**

Démarches environnementales (bâtiment et quartier) adaptées aux contextes et aux climats régionaux
Jeudi 2 mars 2017 - 17h
Toulouse, locaux de l'ARPE
[Plus d'informations](#)


Ateliers sécurité - CCI Toulouse

Ateliers d'information organisés de 8h30 à 12h30 sur le site du Palais Consulaire (2 rue d'Alsace Lorraine)
2 mars : réglementation sécurité
25 avril : MASE
18 mai : document unique
1^{er} juin : gestion du risque chimique
22 juin : plan de prévention et protocole sécurité
Contact : Yan BRUGAROLAS, chargé de mission RSE-Sécurité (05 62 57 66 84 - y.brugarolas@toulouse.cci.fr)

Salon BE POSITIVE


ENR & Territoires
Energies dans le bâtiment
Bâtiment & aménagement
Du 8 au 10 mars 2017
Lyon - EUREXPOL
[Plus d'informations](#)


Formation ENVOL / 1.2.3 Environnement

Formation action pour mettre en place une démarche environnementale simplement et atteindre le niveau pour obtenir une reconnaissance officielle avec le label ENVOL ou la certification 1.2.3 Environnement
Mardi 14 et 21 mars 2017 (formation)
Mardi 28 mars et jeudi 20 avril matin (atelier collectif)
CCI Hérault - Montpellier (34)
Contact : Christophe FERNIQUE, chargé de mission environnement (04 99 515 302)


**Réunion d'information
« Actualités réglementaires en environnement industriel »**

Présentation des nouveautés réglementaires par la DREAL
Jeudi 30 mars 2017 - 17h à 19h
CCI Aveyron, site de Rodez
Programme précis et inscriptions prochainement


Formation Qualité « Audit QSE »

Auditer votre système qualité en interne avec une méthodologie et une maîtrise de la technique.
Les 11, 13 et 14 avril 2017 (9h - 17h)
CCI Aveyron - Rodez, centre de formation
Contact : Nadine BRUEL (05 65 75 56 77 - n.brue@aveyron.cci.fr)



VEILLE REGLEMENTAIRE

> Zoom du mois

Arrêté du 15 décembre 2016 relatif à l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts

L'arrêté réglemente l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts.

Il prévoit que l'inspection périodique d'un système de climatisation ou d'une pompe à chaleur réversible prévue par l'article R. 224-59-2 du code de l'environnement comprend une visite sur site qui doit avoir lieu sur une installation en marche, partielle ou totale. Le commanditaire de l'inspection met à la disposition de l'inspecteur un livret de climatisation dont le contenu est détaillé à l'annexe 1 du présent arrêté.

L'annexe 2 définit la méthode par laquelle l'inspecteur analyse et vérifie l'ensemble des informations et documents transmis par le commanditaire.

Pour évaluer le rendement du système, l'inspecteur utilise la méthode définie à l'annexe 3 du présent arrêté. Pour évaluer le dimensionnement d'un système simple, l'inspecteur utilise la méthode définie à l'annexe 4 du présent arrêté. Le système simple est défini comme un système de climatisation et pompe à chaleur réversible, dont la puissance frigorifique nominale utile est supérieure à 12 kilowatts et qui sont utilisés pour satisfaire les exigences de confort des occupants.

Les conditions de fourniture et la nature des recommandations sont précisées en annexe 5.

A l'issue de l'inspection, l'inspecteur établit et signe un rapport d'inspection et le remet sous un mois au commanditaire de l'inspection, conforme à l'annexe 6.

Abroge l'arrêté du 16 avril 2010 relatif à l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts à compter du 1^{er} avril 2017.

[Consulter l'arrêté ...](#)

Note du 8 décembre 2016 relative à la mise en œuvre d'une politique de performance énergétique au sens de l'article D. 351-5 du code de l'énergie

Cette note vise à préciser les modalités de suivi et de contrôle par les préfets de région de la politique de performance énergétique mise en œuvre par les entreprises fortement consommatrices d'électricité au sens de l'article L. 351-1 du code de l'énergie.

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) permet aux entreprises électro-intensives de bénéficier de conditions particulières d'approvisionnement en électricité, notamment des réductions de tarif de transport de l'électricité, en fonction de leur profil de consommation. Pour être éligible à de telles réductions tarifaires, ces entreprises électro-intensives doivent mettre en œuvre une politique de performance énergétique.

La présente note a pour objet de présenter le cadre de suivi et de contrôle de la mise en œuvre, par les entreprises concernées, de cette politique de performance énergétique, sous la responsabilité des préfets et des services déconcentrés de l'Etat : l'annexe 1 en précise les modalités pratiques, l'annexe 2 fournit quelques définitions et l'annexe 3 est une grille d'analyse des dossiers, qui sera jointe à chaque demande. Vous pourrez vous appuyer sur les services de l'État (DREAL, DRIEE, DEAL) pour mener à bien ce contrôle.

Les préfets sont invités à désigner, sous un mois, un correspondant technique au sein de l'administration déconcentrée de l'État sur ce sujet, avec qui la direction générale de l'énergie et du climat pourra échanger en cas de difficulté. Le correspondant pourra, par exemple, être désigné au sein du service de la DREAL en charge de l'énergie.

[Consulter la note ...](#)

Note du 24 novembre 2016 relative au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées

La note technique définit le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle complète le [programme stratégique de l'inspection 2014-2017](#) et donne les grandes orientations à suivre aux services de l'Etat en charge de la mission d'inspection (Dreal, Driee, Deal, DDCSPP).

Cette note permet d'appliquer les obligations en matière de fréquences d'inspections imposées par les dispositions de plusieurs directives européennes : l'article 20 de la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012, dite directive Seveso 3, relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, l'article 23 de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, l'article 50 (paragraphes 2 et 2 bis) du règlement 1013/2006 sur les transferts transfrontaliers de déchets, l'article 34 de la directive-cadre sur les déchets et du règlement REACH (CE no 1907/2006).

La note demande de davantage prendre en compte le niveau de confiance que les inspecteurs peuvent avoir dans la conformité d'une installation. Par rapport aux pratiques antérieures : « ce plan prend davantage en compte non seulement l'importance relative de chaque installation, mais aussi le niveau de risque au regard des enjeux et le niveau de confiance que l'on peut avoir dans la conformité de celle-ci, compte tenu de l'organisation mise en place par l'exploitant et des résultats des contrôles antérieurs. **Il est ainsi logique qu'une installation dont l'exploitant a fait par le passé la preuve qu'il la maîtrise correctement soit contrôlée moins souvent.** »

Elle précise que chaque année les services de contrôle peuvent décider de ne pas inclure dans le programme annuel de contrôles des établissements prioritaires et des établissements à enjeux, qui vérifieraient les critères précisés dans les annexes. Cet allègement de la périodicité de contrôle peut être répété plusieurs années de suite, jusqu'à une périodicité de trois ans pour les établissements prioritaires et de sept ans pour les établissements à enjeux. Cependant, l'application de ces critères ne doit pas avoir pour conséquence d'inspecter moins d'une fois tous les trois ans les établissements soumis à la directive IED, ni les établissements soumis à la directive Seveso (inspection du SGS si applicable), ni d'inspecter les installations concernées par des transferts transfrontaliers de déchets à une fréquence inférieure à celle prévue au plan national d'inspection pour ces installations. Pour les DREAL, les allègements sont validés par l'échelon régional.

A noter que cette note se conclue par : « Sont des facteurs favorables à l'allègement, et doivent être évalués en amont de la décision d'allègement » :

- La simplicité de l'installation et des process utilisés ;
- L'existence d'une certification de type EMAS ou ISO 14001 ;
- La capacité de l'exploitant à détecter, expliquer et maîtriser les dérives, évaluée notamment au travers, lorsqu'elles sont applicables, de la surveillance environnementale et de l'auto surveillance ;
- L'absence de sanctions administratives ou pénales depuis plus de trois ans. »

[Consulter la note ...](#)

>> Dernières publications

Période du 09/12/2016 au 12/01/2017

Comme tous les ans, la fin de l'année (ainsi que l'été) voit la production de textes augmenter fortement.

A noter que le hasard veut que pour cette 100^{ème} lettre QSE-DD, sur la période considérée, très exactement 100 textes ont retenu notre attention ...

ICPE - Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

- [Arrêté DEVP1620864A du 07/12/2016](#) (JO n°287 du 10/12/2016) Modification des prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées
- [Arrêté DEVP1628687A du 05/12/2016](#) (JO n°288 du 14/12/2016) Prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration
- [Note DEVP1632866N du 24/11/2016](#) (BO Ecologie et Développement Durable n°22 du 10/12/2016) Plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées – cf. [Zoom ci-dessus](#)

Déchets - Sites et sols pollués

- [Arrêté DEVP1631950A du 30/12/2016](#) (JO n°7 du 08/01/2017) Communication d'informations relatives à la gestion des déchets de pneumatiques
- [Arrêté DEVP1635739A du 28/12/2016](#) (JO n°304 du 31/12/2016) Contribution en nature à la gestion des déchets de papiers - Pris en application de l'article D. 543-212-3 du code de l'environnement
- [Décret 2016-1890 du 27/12/2016](#) (JO n°302 du 29/12/2016) Portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets
- [Arrêté DEVP1634610A du 27/12/2016](#) (JO n°303 du 30/12/2016) Agrément d'un éco-organisme de la filière des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) perforants, produits par les patients en auto traitement ou par les utilisateurs des autotests de diagnostic en application des articles L. 4211-2-1 et R. 1335-8-7 à R. 1335-8-11 du code de la santé publique et de l'article L. 541-10 du code de l'environnement (association DASTRI)
- [Arrêté DEVP1634520A du 27/12/2016](#) (JO n°304 du 31/12/2016) Agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages dont les détenteurs finaux sont les ménages dans les conditions prévues par les articles R. 543-53 à R. 543-65 du code de l'environnement (société ECO-EMBALLAGES)
- [Arrêté DEVP1634523A du 27/12/2016](#) (JO n°304 du 31/12/2016) Agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages dont les détenteurs finaux sont les ménages dans les conditions prévues par les articles R. 543-53 à R. 543-65 du code de l'environnement (société ADELPHÉ)
- [Arrêté DEVP1634525A du 23/12/2016](#) (JO n°302 du 29/12/2016) Agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de percevoir la contribution à la collecte, à la valorisation et à l'élimination des déchets d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique destinés à être imprimés, et de la reverser aux collectivités territoriales, en application des articles L. 541-10-1 et D. 543-207 du code de l'environnement (société ECOFOLIO)
- [Arrêté DEVP1634613A du 23/12/2016](#) (JO n°304 du 31/12/2016) Agrément de l'organisme RECYLUM en tant qu'éco-organisme ayant pour objet de pourvoir à la gestion des déchets ménagers issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement pour le cas des extincteurs et autres appareils à fonction extinctrice en application de l'article R. 543-234 du code de l'environnement
- [Décret 2016-1840 du 23/12/2016](#) (JO n°300 du 27/12/2016) Recyclage et traitement des déchets issus des bateaux et navires de plaisance ou de sport
- [Arrêté DEVP1638285A du 22/12/2016](#) (JO n°302 du 29/12/2016) Modification de l'arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés et l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
- [Décision 2016/2321 du 19/12/2016](#) (JO n° L 345 du 20/12/2016) Format du certificat attestant que le navire est prêt pour le recyclage, délivré conformément au règlement (UE) n° 1257/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au recyclage des navires
- [Décision 2016/2322 du 19/12/2016](#) (JO n° L 345 du 20/12/2016) Format de l'avis d'achèvement du recyclage du navire requis au titre du règlement (UE) n° 1257/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au recyclage des navires
- [Décision 2016/2323 du 19/12/2016](#) (JO n° L 345 du 20/12/2016) Liste européenne des installations de recyclage de navires conformément au règlement (UE) no 1257/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au recyclage des navires
- [Décision 2016/2324 du 19/12/2016](#) (JO n° L 345 du 20/12/2016) Format de la notification du début escompté du recyclage du navire requise au titre du règlement (UE) no 1257/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au recyclage des navires
- [Décision 2016/2325 du 19/12/2016](#) (JO n° L 345 du 20/12/2016) Relative au format du certificat d'inventaire des matières dangereuses, délivré conformément au règlement (UE) n° 1257/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au recyclage des navires
- [Décret 2016-1740 du 15/12/2016](#) (JO n°293 du 17/12/2016) Equipements contenant des fluides frigorigène - Modification des articles R. 543-76 et R. 543-77-1 du code de l'environnement
- [Arrêté DEVP1634588A du 08/12/2016](#) (JO n°292 du 16/12/2016) Extincteurs et autres appareils à fonction extinctrice - Procédure d'agrément et cahier des charges des éco-organismes de la filière des déchets ménagers issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement
- [Arrêté DEVP1627475A du 07/12/2016](#) (JO n°287 du 10/12/2016) Installations d'incinération et de co incinération de déchets non dangereux et installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux

Eau - Air - Odeur

- [Décret 2017-21 du 11/01/2017](#) (JO n°10 du 12/01/2017) Obligations d'achat ou d'utilisation de véhicules à faibles émissions par les gestionnaires de flottes de véhicules, les loueurs de véhicules automobiles, les exploitants de taxis et exploitants de voitures de transport avec chauffeur
- [Décret 2017-22 du 11/01/2017](#) (JO n°10 du 12/01/2017) Critères caractérisant les véhicules à faibles émissions dont le poids total autorisé en charge excède 3,5 tonnes - Pris pour l'application du premier alinéa de l'article L. 224-8 du code de l'environnement
- [Décret 2017-23 du 11/01/2017](#) (JO n°10 du 12/01/2017) Critères caractérisant les autobus et autocars à faibles émissions - Pris pour l'application de l'article L. 224-8 du code de l'environnement
- [Décret 2017-24 du 11/01/2017](#) (JO n°10 du 12/01/2017) Critères caractérisant les véhicules à faibles et très faibles niveaux d'émissions de moins de 3,5 tonnes - Pris pour l'application des articles L. 224-7 du code de l'environnement et L. 318-1 du code de la route
- [Décret 2016-1980 du 30/12/2016](#) (JO n°304 du 31/12/2016) Aides à l'achat ou la location des véhicules peu polluants
- [Arrêté DEVR1638413A du 30/12/2016](#) (JO n°304 du 31/12/2016) Modalités de gestion de l'aide à l'acquisition et à la location des véhicules peu polluants
- [Arrêté AGRT1637321A du 30/12/2016](#) (JO n°304 du 31/12/2016) Critères permettant de caractériser les phénomènes climatiques défavorables reconnus officiellement comme tels pour les années 2016 à 2020
- [Arrêté AGRT1637334A du 30/12/2016](#) (JO n°304 du 31/12/2016) Taux de prise en charge des primes ou cotisations éligibles à l'aide à l'assurance récolte contre les risques climatiques pour l'année 2016
- [Décret 2016-1927 du 28/12/2016](#) (JO n°303 du 30/12/2016) Conditions dans lesquelles est acquittée l'obligation de capacité de transport établie par l'article L. 631-1 du code de l'énergie
- [Arrêté DEVL1623060A du 27/12/2016](#) (JO n°303 du 30/12/2016) Liste des substances définies à l'article R. 213-48-13 du code de l'environnement relatif à la redevance pour pollutions diffuses
- [Arrêté DEVL1633470A du 27/12/2016](#) (JO n°304 du 31/12/2016) Modification de l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux
- [Arrêté DEVR1637130A du 26/12/2016](#) (JO n°303 du 30/12/2016) Relatif au découpage des régions en zones administratives de surveillance de la qualité de l'air ambiant
- [Arrêté DEVR1633418A du 16/12/2016](#) (JO n°301 du 28/12/2016) Montant des frais de tenue de compte des détenteurs de quotas prévu à l'article R. 229-36 du code de l'environnement pour l'année 2016
- [Décision 2016/2319 du 16/12/2016](#) (JO n° L 345 du 20/12/2016) Confirmation ou modification du calcul provisoire des émissions spécifiques moyennes de CO₂ et les objectifs d'émissions spécifiques concernant les constructeurs de voitures particulières pour l'année civile 2015, en application du règlement (CE) n° 443/2009 du Parlement européen et du Conseil
- [Décision 2016/2320 du 16/12/2016](#) (JO n° L 345 du 20/12/2016) Confirmation ou modification du calcul provisoire des émissions spécifiques moyennes de CO₂ et les objectifs d'émissions spécifiques concernant les constructeurs de véhicules utilitaires légers neufs pour l'année civile 2015, en application du règlement (UE) n° 510/2011 du Parlement européen et du Conseil
- [Arrêté DEVR1635228A du 15/12/2016](#) (JO n°298 du 23/12/2016) Agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
- [Arrêté DEVR1636794A du 15/12/2016](#) (JO n°301 du 28/12/2016) Agrément de l'association de surveillance de la qualité de l'air de la région Occitanie
- [Directive 2016/2284 du 14/12/2016](#) (JO n° L 344 du 17/12/2016) Réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques - modification de la directive 2003/35/CE et abrogation de la directive 2001/81/CE
- [Arrêté AFSP1622828A du 07/12/2016](#) (JO n°287 du 10/12/2016) Objectif pluriannuel de diminution de la moyenne annuelle des concentrations journalières de particules atmosphériques
- [Note DEVL1623437N du 07/11/2016](#) (BO Ecologie et Développement Durable n°22 du 10/12/2016) Relative à la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau

Energie / Bruit

- [Arrêté DEVR1700158A du 03/01/2017](#) (JO n°9 du 11/01/2017) Modification de l'arrêté du 28 décembre 2011 homologuant les coefficients SN et VN résultant de l'application de l'arrêté du 4 mars 2011 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie radiative du soleil telles que visées au 3° de l'article 2 du décret n° 2000-1196 du 6 décembre 2000
- [Arrêté ECFE1638207A du 30/12/2016](#) (JO n°304 du 31/12/2016) Application de l'article 200 quater du code général des impôts relatif au crédit d'impôt sur le revenu pour la transition énergétique (CITE)

- [Décret 2016-1821 du 21/12/2016](#) (JO n°298 du 23/12/2016) Constructions à énergie positive et à haute performance environnementale sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, de ses établissements publics ou des collectivités territoriales
- [Arrêté DEVR1634362A du 21/12/2016](#) (JO n°300 du 27/12/2016) Publication de la stratégie nationale de recherche énergétique (SRNE)
- [Note DEVR1628440N du 20/12/2016](#) Elaboration des schémas régionaux biomasse (SRB)
- [Arrêté DEVR1630705A du 15/12/2016](#) (JO n°297 du 22/12/2016) Inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts – cf. *Zoom ci-dessus*
- [Arrêté DEVR1630708A du 15/12/2016](#) (JO n°297 du 22/12/2016) Définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts, et les critères d'accréditation des organismes de certification
- [Arrêté DEVR1634449A du 14/12/2016](#) (JO n°297 du 22/12/2016) Définition d'opérations standardisées d'économies d'énergie - modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 - dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE)
- [Arrêté DEVR1636688A du 13/12/2016](#) (JO n°290 du 14/12/2016) Fixation des conditions d'achat et de complément de rémunération pour l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie hydraulique des lacs, des cours d'eau et des eaux captées gravitairement.
- [Arrêté DEVR1636692A du 13/12/2016](#) (JO n°290 du 14/12/2016) Fixation des conditions du complément de rémunération pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal l'énergie extraite de gîtes géothermiques telles que visées au 5° de l'article D. 314-23 du code de l'énergie
- [Arrêté DEVR1636693A du 13/12/2016](#) (JO n°290 du 14/12/2016) Fixation des conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW telles que visés au 4° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie
- [Arrêté DEVR1636694A du 13/12/2016](#) (JO n°290 du 14/12/2016) Fixation des conditions du complément de rémunération de l'électricité produite par les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent
- [Note DEVR1635109N du 08/12/2016](#) (BO Ecologie et Développement Durable n°23-2016 du 25/12/2016) Mise en œuvre d'une politique de performance énergétique au sens de l'article D. 351-5 du code de l'énergie – cf. *Zoom ci-dessus*
- [Instruction DEVK1602379J du 07/11/2016](#) (BO Ecologie et Développement Durable n°21 du 10/12/2016) Labellisation et suivi technique, administratif et financier des territoires à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV)

Environnement - Développement Durable - Nature et paysages

- [Décret 2016-2011 du 30/12/2016](#) (JO n°304 du 31/12/2016) Certification environnementale des exploitations agricoles
- [Loi 2016-1917 du 29/12/2016](#) (JO n°303 du 30/12/2016) Loi de finances pour 2017
- [Loi 2016-1918 du 29/12/2016](#) (JO n°303 du 30/12/2016) Loi de finances rectificative pour 2016
- [Liste DEVL1700040K du 28/12/2016](#) (JO n°7 du 08/01/2017) Liste des sites classés au cours de l'année 2016 (code de l'environnement, art. L. 341-1 à L. 341.22, R. 341-4 et R. 341-5)
- [Loi 2016-1888 du 28/12/2016](#) (JO n°302 du 29/12/2016) Modernisation, développement et protection des territoires de montagne
- [Décret 2016-1891 du 27/12/2016](#) (JO n°302 du 29/12/2016) Relatif au programme national visant à la réduction de l'usage des pesticides dans l'agriculture
- [Décret 2016-1842 du 26/12/2016](#) (JO n°300 du 27/12/2016) Relatif à l'Agence française pour la biodiversité
- [Décret 2016-1792 du 20/12/2016](#) (JO n°297 du 22/12/2016) Complicité des contraventions du code de l'environnement
- [Arrêté DEVL1631505A du 19/12/2016](#) (JO n°297 du 22/12/2016) Dissolution du groupement d'intérêt public « Atelier technique des espaces naturels » constitué dans le domaine de l'environnement
- [Règlement 2016/2259 du 15/12/2016](#) (JO n° L 342 du 16/12/2016) Modification du règlement (CE) n° 1235/2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 en ce qui concerne le régime d'importation de produits biologiques en provenance des pays tiers
- [Décision Communautaire 2016/2328 du 09/12/2016](#) (JO n° L 353 du 23/12/2016) Dixième actualisation de la liste des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique méditerranéenne
- [Décision Communautaire 2016/2332 du 09/12/2016](#) (JO n° L 353 du 23/12/2016) Dixième actualisation de la liste des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique alpine

- [Décision Communautaire 2016/2334 du 09/12/2016](#) (JO n° L 353 du 23/12/2016) Dixième actualisation de la liste des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique continentale
- [Décision Communautaire 2016/2335 du 09/12/2016](#) (JO n° L 353 du 23/12/2016) Dixième actualisation de la liste des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique atlantique
- [Loi 2016-1690 du 09/12/2016](#) (JO n°287 du 10/12/2016) Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte
- [Loi 2016-1691 du 09/12/2016](#) (JO n°287 du 10/12/2016) Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique (lanceurs d'alerte)
- [Note DEVL1618949N du 01/12/2016](#) (BO Ecologie et Développement Durable n°23-2016 du 25/12/2016) Relative à la protection des sites d'intérêt géologique
- [Note DEVD1625957N du 13/10/2016](#) (BO Ecologie et Développement Durable n°21 du 10/12/2016) Mise en œuvre sur les territoires des transitions professionnelles des filières industrielles pour la transition écologique et énergétique

Eco-conception - Produits respectueux de l'environnement

- [Règlement 2016/2281 du 30/11/2016](#) (JO n° L 346 du 20/12/2016) Exigences d'écoconception applicables aux appareils de chauffage à air, aux appareils de refroidissement, aux refroidisseurs industriels haute température et aux ventilo-convecteurs - application de la directive 2009/125/CE
- [Règlement 2016/2282 du 30/11/2016](#) (JO n° L 346 du 20/12/2016) Utilisation des tolérances dans les procédures de contrôle de l'écoconception des produits liés à la consommation de l'énergie - modification des règlements d'application de la directive 2009/125/CE

Risques - Sécurité - Santé

- [Ordonnance 2017-9 du 05/01/2017](#) (JO n°5 du 06/01/2017) Sécurité sanitaire
- [Décret 2016-1925 du 28/12/2016](#) (JO n°303 du 30/12/2016) Suivi en service des appareils à pression
- [Décret 2016-1908 du 27/12/2016](#) (JO n°302 du 29/12/2016) Modernisation de la médecine du travail
- [Arrêté DEVP1621258A du 27/12/2016](#) (JO n°303 du 30/12/2016) Approbation des prescriptions techniques prévues à l'article R. 554-29 du code de l'environnement et modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux
- [Décret 2016-1970 du 28/12/2016](#) (JO n°303 du 30/12/2016) Compte d'engagement citoyen du compte personnel d'activité
- [Loi 2016-1867 du 27/12/2016](#) (JO n°301 du 28/12/2016) Sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires
- [Arrêté AFSS1636408A du 27/12/2016](#) (JO n°303 du 30/12/2016) Modification de l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la sécurité sociale pour 2017
- [Décret 2016-1841 du 23/12/2016](#) (JO n°300 du 27/12/2016) Modalités de recouvrement de la taxe sur les installations nucléaires de base et des taxes et contributions additionnelles à cette taxe et fixant les coefficients multiplicateurs de la taxe additionnelle « recherche »
- [Arrêté INTS1636723A](#) (JO n°297 du 22/12/2016) Application de l'article L. 121-6 du code de la route (désignation de la personne physique conduisant un véhicule propriété d'une personne morale)
- [Décret 2016-1800 du 21/12/2016](#) (JO n°297 du 22/12/2016) Obligation de porter un casque pour les conducteurs et les passagers de cycle âgés de moins de douze ans
- [Arrêté INTS1634098A du 21/12/2016](#) (JO n°297 du 22/12/2016) Caractéristiques des casques portés par les conducteurs et les passagers de cycle âgés de moins de douze ans
- [Arrêté AFSS1635543A du 19/12/2016](#) (JO n°297 du 22/12/2016) Modification de l'arrêté du 17 octobre 1995 modifié relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et de l'arrêté du 6 décembre 1995 modifié relatif à l'application du dernier alinéa de l'article D. 242-6-11 et du I de l'article D. 242-6-14 du code de la sécurité sociale relatifs à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles
- [Directive 2016/2309 du 16/12/2016](#) (JO n° L 345 du 20/12/2016) Adaptation au progrès scientifique et technique des annexes de la directive 2008/68/CE relative au transport intérieur des marchandises dangereuses.
- [Décret 2016-1761 du 16/12/2016](#) (JO n°294 du 18/12/2016) Modalités selon lesquelles s'exercent les contestations relatives aux experts agréés auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) peut faire appel
- [Rectificatif 1272/2008 du 16/12/2016](#) (JO n° L 349 du 21/12/2016) Rectificatif au règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et

- des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006
- [Arrêté DEVP1636784A du 15/12/2016](#) Modification de l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques
 - [Règlement 2016/2235 du 12/12/2016](#) (JO n° L 337 du 13/12/2016) Modification de l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le bisphénol A
 - [Arrêté ETST1625048A du 12/12/2016](#) (JO n°304 du 31/12/2016) Modalités de formation à la sécurité des travailleurs exposés au risque hyperbare
 - [Arrêté ECFC1630841A du 09/12/2016](#) (JO n°297 du 22/12/2016) Suspension de la mise sur le marché de jouets en mousse « tapis-puzzles » contenant du formamide
 - [Décret 2016-1693 du 09/12/2016](#) (JO n°287 du 10/12/2016) Sauvegarde de la vie humaine en mer, habitabilité à bord des navires et prévention de la pollution
 - [Ordonnance 2016-1686 du 08/12/2016](#) (JO n°286 du 09/12/2016) Aptitude médicale à la navigation des gens de mer et lutte contre l'alcoolisme en mer
 - [Arrêté DEVP1634501A du 05/12/2016](#) (JO n°297 du 22/12/2016) Homologation de la décision n° 2016-DC-0569 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 29 septembre 2016 modifiant la décision n° 2013-DC-0360 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 16 juillet 2013 relative à la maîtrise des nuisances et de l'impact sur la santé et l'environnement des installations nucléaires de base
 - [Arrêté ETST1633567A du 05/12/2016](#) (JO n°287 du 10/12/2016) Grandeurs physiques que représentent les valeurs limites d'exposition professionnelle et les valeurs déclenchant l'action décrivant l'exposition à des champs électromagnétiques en milieu de travail
 - [Instruction DGS/EA1/EA2/EA3/EA4/2016/283 du 21/09/2016](#) (BO Santé n°10-2016 du 15/11/2016) Dispositif de lutte contre le saturnisme infantile et de réduction des expositions au plomb
 - [Instruction DGT/CT1/DGEFP/DPJJ/DGESCO/DGCS/DGER DAFSL/2016/273 du 07/09/2016](#) (BO Travail n°10-2016 du 30/10/2016) Mise en œuvre des dérogations aux travaux interdits pour les jeunes âgés de quinze ans au moins et de moins de dix-huit ans

>>> Textes en projet

L'ordre du jour du Conseil Supérieur de la Prévention des Risques Technologiques (CSPRT) du 23 février 2017 ne nous est pas parvenu. Vous pouvez déjà accéder à une partie des projets de textes qui sont examinés lors de cette séance via les liens ci-dessous.

Vous pouvez consulter :

- Les projets [ici](#) et [ici](#)
- Après validation, les comptes rendus des réunions du CSPRT : [Compte rendus du CSPRT](#)
- Des projets de textes non soumis au CSPRT : [Autres projets de textes](#)

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter votre conseiller CCI !

Elodie FLEURAT – LESSARD

Conseillère environnement, sécurité et énergie

elodie.fleurat@lot.cci.fr

T. 05 65 53 26 82 – F. 05 65 20 35 50

Chambre de Commerce et d'Industrie du Lot

CCI LOT - 107 Quai Cavaignac – CS 10079

46002 Cahors Cedex 9

